

L'idée que l'écologie serait réactionnaire repose soit sur une ignorance crasse des données de la question, soit sur des résidus de l'idéologie « progressiste » : élever le niveau de vie et... advienne que pourra ! Certes, aucune idée n'est, par elle-même, protégée contre les perversions et les détournements. On sait que des thèmes qui ne sont qu'en apparence liés à l'écologie (la terre, le village, etc.) ont été et continuent d'être utilisés par des mouvements réactionnaires (nazisme, ou Pamiat dans la Russie d'aujourd'hui). L'invocation de ce fait par les antiécologistes me rappelle plutôt les amalgames staliniens.

L'écologie est subversive car elle met en question l'imaginaire capitaliste qui domine la planète. Elle en récuse le motif central selon lequel notre destin est d'augmenter sans cesse la production et la consommation. Elle montre l'impact catastrophique de la logique capitaliste sur l'environnement naturel et sur la vie des êtres humains. Cette logique est absurde en elle-même et conduit à une impossibilité physique à l'échelle de la planète puisqu'elle aboutit à détruire ses propres présuppositions. Il n'y a pas seulement la dilapidation irréversible du milieu et des ressources non remplaçables. Il y a aussi la destruction anthropologique des êtres humains transformés en bêtes productrices et consommatrices, en zappeurs abrutis. Il y a la destruction de leurs milieux de vie. Les villes, par exemple, merveilleuse création de la fin du néolithique, sont détruites au même rythme que la forêt amazonienne, disloquées entre ghettos, banlieues résidentielles et quartiers de bureaux morts après 8 heures du soir. Il ne s'agit donc pas

* Texte paru dans un dossier sur l'écologie publié par *Le Nouvel Observateur* du 7-15 mai 1992, sous le titre « L'écologie est-elle réactionnaire ? Sauvons les zappeurs abrutis ». < Première publication en volume dans *SD* (2005). >

d'une défense bucolique de la « nature » mais d'une lutte pour la sauvegarde de l'être humain et de son habitat. Il est clair, à mes yeux, que cette sauvegarde est incompatible avec le maintien du système existant et qu'elle dépend d'une reconstruction politique de la société, qui en ferait une démocratie en réalité et non pas en paroles. C'est du reste sur ce point que les mouvements écologiques existants sont, à mes yeux, la plupart du temps défaillants.

Mais, derrière ces évidences, des questions plus difficiles et plus profondes surgissent. Ce qui domine, aujourd'hui, c'est l'autonomisation de la technoscience. On ne se demande plus s'il y a des besoins à satisfaire, mais si tel exploit scientifique ou technique est réalisable. S'il l'est, il sera réalisé et l'on fabriquera le « besoin » correspondant. Les conséquences latérales ou les retombées négatives sont rarement prises en compte. C'est cela aussi qu'il faut arrêter, et c'est là que les questions difficiles commencent. Nous voulons tous – en tout cas moi je veux – le développement du savoir scientifique. Nous voulons donc, par exemple, des satellites d'observation très performants. Mais ceux-ci impliquent la totalité de la technoscience contemporaine. Devons-nous donc vouloir celle-ci aussi ? Il ne peut être question de restreindre la liberté de la recherche scientifique. Mais les limites entre le savoir pur et ses applications, éventuellement létales, sont extrêmement floues, sinon inexistantes. Le grand mathématicien anglais Hardy, qui s'était opposé aux deux guerres mondiales, disait qu'il s'était voué aux mathématiques parce qu'elles ne pourraient jamais servir à tuer un être humain. Ce qui prouve qu'on peut être un grand mathématicien et ne pas savoir raisonner hors de son domaine. La bombe atomique aurait été impossible sans le concours de plusieurs grands mathématiciens « purs », et dès que le calcul différentiel a été inventé on s'en est servi pour calculer les paraboles de tir des canons.

Comment tracer la limite ? Pour la première fois, dans une société non religieuse, nous avons à affronter la question : faut-il contrôler l'expansion du savoir lui-même ? Et comment le faire sans aboutir à une dictature sur les esprits ? Je pense qu'on peut poser quelques principes simples : 1. Nous ne voulons pas d'une expansion illimitée et irréfléchie de la production, nous voulons une économie qui soit un moyen et non pas la fin de la vie

humaine ; 2. Nous voulons une expansion libre du savoir mais nous ne pouvons plus prétendre ignorer que cette expansion contient en elle-même des dangers qui ne peuvent pas être définis par avance. Pour y faire face, il nous faut ce qu'Aristote appelait la *phronèsis*, la « prudence » (selon la mauvaise traduction latine du terme). L'expérience montre que cette prudence, la techno-bureaucratie actuelle (économique aussi bien que scientifique) est organiquement et structurellement incapable de la posséder, car elle n'existe et n'est mue que par le délire de l'expansion illimitée. Il nous faut donc une véritable démocratie, instaurant des processus de réflexion et de délibération le plus larges possible, où participent les citoyens dans leur totalité. Cela, à son tour, n'est possible que si ces citoyens disposent d'une véritable information, d'une véritable formation, et d'occasions d'exercer dans la pratique leur jugement. Une société démocratique est une société autonome, mais autonome veut dire aussi et surtout autolimitée. Non seulement face aux excès politiques éventuels (la majorité ne respectant pas les droits des minorités, par exemple), mais aussi dans les œuvres et les actes de la collectivité. Ces limites, ces frontières, on ne peut pas les tracer d'avance – c'est pourquoi il faut la *phronèsis*, la prudence. Les frontières existent, et lorsqu'on les aura franchies il sera par définition trop tard – comme les héros de la tragédie antique n'apprennent qu'ils sont dans l'*hubris*, l'excès, qu'une fois la catastrophe advenue. La société contemporaine est fondamentalement imprudente.